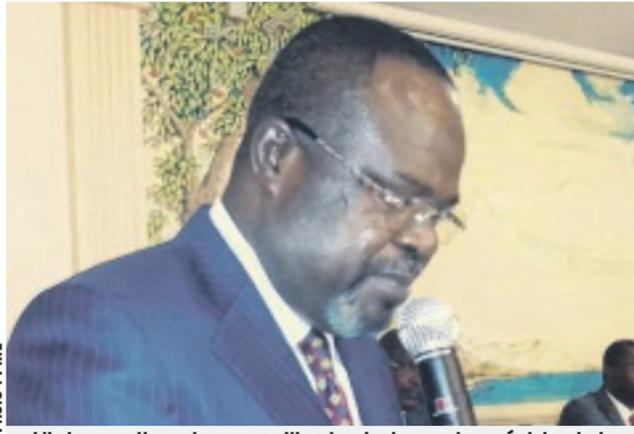


# Woleu-Ntem/Département du Woleu/Oyem/Zone des Trois-frontières/Mise en place du Programme de développement intégré et promotion d'une zone économique spéciale...

## Acte 2 de la réunion de concertation des experts



Le gouverneur du Woleu-Ntem, Joël Ogouma, ouvrant les travaux.



L'intervention du conseiller technique du président de la Commission de la Cémac, Richard Zogo Ekassi.



Les participants au sortir de la 1ère journée de travail.

PME

Oyem/Gabon

APRES Ambam (Cameroun), du 28 février au 3 mars 2018, la ville d'Oyem (Gabon) a abrité, du 14 au 16 avril 2019, la deuxième réunion de concertation des experts en vue de la mise en place effective du Programme de développement intégré de la zone des Trois-frontières (Cameroun, Gabon et Guinée-Équatoriale). Cette rencontre était organisée par la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac),

avec l'appui technique de la Fondation pour l'enseignement, la recherche et le développement en Afrique centrale (Ferdac). L'objectif visé est de faire de la zone des Trois-frontières une véritable zone économique spéciale, afin d'améliorer les conditions de vie des populations, de faciliter les échanges inter-communautaires et d'assurer la diversification des économies de la sous-région. Le gouverneur de la province du Woleu-Ntem, Joël Ogouma, a, au nom du gouvernement, ouvert les travaux de ces assises, aux côtés de son homologue de la province de Wele-Nzas (région de Men-

gomo, Guinée-Équatoriale), Baltasar Meba Essono Obono. Occasion pour lui de rappeler la vision développée par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, lors de la tenue, le 18 mai 2010, à Yaoundé, de la Conférence internationale Africa 21, sur la nécessité de bâtir une « zone de coprosperité, motrice du développement de l'Afrique centrale ». Le rendez-vous d'Oyem s'inscrivait dans la droite ligne de la vision partagée des trois chefs d'Etat, pour la promotion d'un pôle économique spécial sous-régional. Les experts des États parties se sont penchés sur trois points

principaux : l'évaluation de l'état de mise en œuvre dans chaque pays de la feuille de route approuvée au terme de la concertation d'Ambam ; la finalisation et l'adoption des termes de référence des études de base (établissement de la situation de référence et élaboration du Document de programme) ; la signature d'un mémorandum (par les trois États parties), qui accorde un mandat à la Cémac, de rechercher les appuis techniques et financiers, en vue de la formulation du Programme des trois frontières. Tout en formulant les excuses du président de la Commission de la Cémac,

Daniel Ona Ondo, qui aurait bien aimé prendre part à la rencontre d'Oyem, son représentant, Richard Zogo Ekassi, par ailleurs conseiller technique à ladite commission, s'est réjoui de la présence de son institution, à « ces grandes retrouvailles entre frères de la zone communautaire, résolument engagés à écrire ensemble une nouvelle page de leur histoire commune ». Il s'agit, pour l'expert de la Cémac, de la transformation de l'espace frontalier commun en véritable pôle de développement pour la sous-région Afrique centrale, pouvant simultanément servir de levier pour « la

diversification et la compétitivité de ses économies respectives, d'instrument d'amélioration de la qualité de la vie des populations riveraines à travers la formation et l'emploi des jeunes, la valorisation du marché des produits locaux, la mise en place des infrastructures socioéconomiques de base, l'attraction des investissements directs étrangers, et aussi, d'accélérateur de croissance en liaison étroite avec les axes stratégiques du Programme régional de la Cémac », a indiqué M. Zogo Ekassi. Ces travaux ont été sanctionnés par plusieurs résolutions (nous y reviendrons).

# ... et département du Haut-Como/Installation des conseils municipal de Medouneu et départemental du Haut-Como

## "Un autre Medouneu est possible"

PME

Medouneu/Gabon

CLÔTURANT la série d'installations des nouveaux responsables des conseils municipaux et départementaux des cinq chefs-lieux des départements de la province du Woleu-Ntem, le gouverneur Joël Ogouma a établi dans leurs nouvelles charges, le mardi 2 avril dernier, le maire de Medouneu, Joseph Essono Nguema, issu de l'Union nationale (UN), son premier adjoint, Mbira Ntoutoume (UN) et Marcelin Ndong Nguema, du Front patriotique gabonais (FPG). Comme dans les précédentes étapes, M. Ogouma a également installé, dans leurs fonctions, le président du Conseil départemental du Haut-Como, Anges Abaga Ndong, et ses deux vice-présidents, Armand Obiang Nzue et Faustine Nse Ntoutoume, tous du Parti démocratique gabonais (PDG). Une cérémonie qui s'est déroulée à la Place des fêtes de la loca-



Le bureau du Conseil départemental du Haut-Como après son installation par le gouverneur Joël Ogouma (3e à partir de la gauche).

lité. Occasion pour le gouverneur de rappeler à ces élus quelques préoccupations majeures émises par le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, lors de l'installation du maire d'Oyem, sur le bien-être et le vivre-ensemble des populations. Le membre du gouvernement a invité les maires à œuvrer pour l'amélioration des conditions de vie des populations dans leurs villes. Ce qui passe, a indiqué le gouverneur, par la mise en place des projets liés aux services de base tels que

l'adduction d'eau, l'électrification des villes et la construction d'équipements socio-éducatifs, ainsi que l'aménagement des voies d'accès et l'entretien des voiries. Dans cette optique, « l'implication de votre commune dans la mise en œuvre du Fonds d'initiatives départemental (Fid) sera un atout important », a souhaité M. Ogouma. Ce projet du président de la République, Ali Bongo Ondimba, mis en œuvre par le gouvernement, sera tout aussi important pour insuffler le développement du Haut-Como. Aussi, la



La nouvelle équipe du conseil municipal de Medouneu.

nouvelle équipe du Conseil départemental a-t-elle été exhortée à prendre en compte les aspirations et les besoins des auxiliaires de commandement et des ruraux. Cet important projet vise à donner une nouvelle impulsion au développement du pays, à travers le financement des projets communautaires et à renforcer ainsi le processus de décentralisation. Selon le gouverneur, les différentes missions entreprises depuis un an, dans ce cadre, ont mis en lumière la volonté des populations de

voir la réalisation de projets de base, tels que les routes, les dispensaires, les marchés, les équipements socio-collectifs et des projets productifs générateurs de revenus. Le nouveau maire, Joseph Essono Nguema, a dit fonder son espoir sur les autorités du pays et, surtout, sur la détermination des filles et fils de Medouneu pour sortir leur localité du gouffre dans lequel elle est plongée. Tous les secteurs sont à revoir, avec « un hôpital de nom, des écoles de forme, les routes en état de délabrement très avancé et

une administration sous perfusion », a déploré l'édile de Medouneu. Un tableau sombre qui se traduit également par « le niveau de vie peu enviable des femmes, des hommes et des enfants de Medouneu ». M. Essono Nguema a exhorté les originaires du chef-lieu du département du Haut-Como à « se serrer les coudes car, un autre Medouneu est possible. Un Medouneu salubre, avec des administrations républicaines et dynamiques est possible », a-t-il lancé. Une démarche collective que le président du Conseil départemental, Anges Abaga Ndong, et son équipe entendent également adopter, en vue de répondre aux attentes de la population. Au cours de son mandat, le bureau dudit conseil se propose d'accélérer la transformation de tout le département. Cela passe, entre autres, par l'ensevelissement de certains axes routiers, la construction d'un complexe hôtelier au centre-ville, la réfection des écoles et dispensaires et l'assainissement des finances départementales.